

clamons une commission d'enquête sur la foresterie, de concert avec l'IWA, le Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique, qui demande que cette question très importante soit étudiée dans tous ses aspects.

Mon collègue a dit aussi que les ententes sur la mise en valeur des ressources forestières étaient essentielles pour assurer la régénération des forêts. Nous attendons toujours le renouvellement de cette importante entente qui expire à la fin de mars, en Colombie-Britannique. J'en aurai beaucoup plus long à dire sur cet amendement et sur les autres quand l'occasion se présentera. Mais je tiens, entretemps, à féliciter le ministre d'avoir reconnu l'importance de sensibiliser le public à la question du développement durable de cette très importante ressource canadienne.

[Français]

M. le vice-président: Comme il est 11 heures, nous allons maintenant procéder aux déclarations des députés. L'honorable député de Papineau—Saint-Michel a la parole.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, il semble que le premier ministre annoncera aujourd'hui l'adhésion du Canada à l'Organisation des États américains. La minute consacrée à la déclaration de député ne fait pas justice à l'importance du sujet, aussi le Parti libéral émettra plus tard un communiqué complet sur le rôle que le Canada doit jouer dans les affaires latino-américaines et antillaises.

Permettez-moi simplement de dire à ce moment-ci que cette adhésion ne saurait se substituer à une politique valable sur la région. Le gouvernement conservateur doit s'engager formellement, par des actes concrets, à rehausser la présence canadienne en Amérique latine et aux Antilles, sur le plan des ressources financières comme pour les ressources humaines. Également, il convient d'établir d'entrée de jeu un ensemble de priorités et de principes qui guideront l'action des représentants canadiens à l'OEA et dans la région, par exemple, promouvoir avec ardeur le respect des droits de l'homme et suivre de près les situations qui risquent d'entraîner la violation de ces droits, fournir une aide efficace en prenant en compte

Article 31 du Règlement

le respect des droits de l'homme et de l'environnement, également, énoncer clairement le point de vue du Canada sur le règlement des conflits dans la région et promouvoir la démocratisation des institutions et des gouvernements.

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre l'honorable député. L'honorable député d'Abitibi a la parole.

* * *

• (1100)

LA CONSTITUTION

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, le monstre du lac Meech a refait surface. Dans une entrevue qu'il accordait hier, Pierre Elliott Trudeau, celui à qui on doit le remarquable exploit d'avoir rapatrié la Constitution à moitié, après avoir prôné l'unité nationale et le bilinguisme, revient à la charge en pourfendant l'Accord du lac Meech, lequel, selon lui, mettra fin au Canada tel qu'on le connaît.

L'ex-premier ministre, dont on se rappellera l'arrogance coutumière, en plus de ridiculiser les chefs des sept provinces qui ont ratifié l'Accord, se moque de l'humiliation subie par le Québec en 1982 et blâme les politiciens maîtres chanteurs d'Ottawa et de Québec d'être responsables de l'anomalie constitutionnelle dans laquelle il a plongé le pays.

Les Canadiens et les Canadiennes comprennent l'importance de la ratification de Meech et gageons qu'ils se souviennent également de la Loi sur les mesures de guerre et de la politique nationale de l'énergie.

* * *

[Traduction]

LE SALVADOR

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, Mirtala Lopez, une Salvadorienne travaillant pour les droits de la personne, a été capturée par la quatrième brigade d'infanterie dans le nord du Salvador, hier jeudi 26 octobre à 11 heures. C'est la fille de Magdalena Hernandez, une dirigeante rurale de Las Vueltas, une ville du Salvador jumelée avec Windsor, qui fait actuellement des conférences au Canada.

M^{me} Lopez et quatre autres personnes s'occupant des droits de la personne essayaient d'aider 1600 réfugiés salvadoriens à retourner chez eux après des années d'exil au Honduras. L'armée, financée, équipée et conseillée par les États-Unis, bloque l'entrée des réfugiés depuis